



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
www.npa2009.org

## Bulletin édité par des militants du NPA du ministère du travail

n°3 - avril-mai 2010

### Services publics, protection sociale, retraites.... l'Etat veut nous faire payer la crise du capitalisme !

Dans le contexte actuel d'accentuation de la crise du capitalisme, l'Etat est au coeur des contradictions du système et des attaques contre les travailleurs. Son apparente neutralité vole en éclat, et la minorité sociale qui dirige la société parvient plus que jamais à l'utiliser comme un instrument au service de ses intérêts.

Il poursuit à marche forcée sa politique de libéralisation des services publics et de réduction drastique des emplois, en baissant les dépenses et en asséchant les recettes. Dans le même temps, il déverse des sommes colossales pour sauver les banques et porter l'économie à bout de bras (le secteur automobile notamment par le biais du chômage partiel), et renfloue ceux qui sont responsables de la crise en les subventionnant et en leur empruntant, transformant ainsi la dette privée en dette publique - ce qui n'a pas empêché les entreprises d'en profiter pour licencier massivement.

Les contre-réformes qui touchent les différents secteurs de la fonction publique (éducation et hôpitaux en particulier), les systèmes de protection sociale et de retraites, ainsi que les services publics déjà soumis à la concurrence (EDF, La Poste, SNCF...) répondent à une même logique globale et cohérente, aux niveaux local, national et européen : livrer au marché et à la concurrence des pans entiers de services publics, en les libéralisant et en les privatisant.

La fonction publique est particulièrement visée. La priorité est de s'attaquer aux effectifs et au statut jugé "rigide et archaïque". De fait, l'Etat est devenu le premier employeur de précaires et le premier destructeur d'emplois du pays : la disparition de près de 160 000 emplois de fonctionnaires sur quatre ans est programmée à partir de 2009 (34 000 en 2010). La LOLF (votée ensemble par la droite et la gauche libérale), puis la RGPP et aujourd'hui la loi sur la mobilité des fonctionnaires sont

les outils de cette politique. Il ne s'agit plus seulement de ne pas remplacer les départs à la retraite mais de permettre le licenciement des fonctionnaires. Cette loi élargit également le recrutement de non-titulaires et d'intérimaires. Le recours, déjà largement pratiqué, à des contrats de courte durée, sous-payés, permet de disposer d'une réserve de travailleurs précaires, corvéables et dociles. Une politique identique détruit l'hôpital public (4 000 postes supprimés à l'AP-HP, fermetures d'hôpitaux, de maternités, de centres IVG...).

Cette politique, qui va de pair avec les mesures déjà mises en œuvre (comme le bouclier fiscal), vise à défendre les intérêts des classes dominantes pour préserver leurs revenus et leur patrimoine. Elle cherche à nous faire payer le prix de la crise économique, sociale et écologique, et en aucun cas à enrayer la montée du chômage et à satisfaire les besoins immédiats de la majorité de la population. Le discours démagogique de Sarkozy alliant contestation de la finance débridée et intérêt national est mis à l'épreuve des faits, et il devient difficile de faire apparaître l'Etat comme une solution alors qu'il est une partie du problème.

Que les gouvernements soient de droite ou de gauche, partout les populations, ici comme en Grèce (voir l'article au verso), subissent aujourd'hui des attaques contre les salaires et les services publics. Derrière chaque attaque pour renflouer les caisses apparaît un choix de société : qui doit payer pour la crise ? qui doit décider de notre avenir ? La défense de la protection sociale, des services publics et de l'emploi est devenu un enjeu politique majeur.

Pour le NPA, c'est dans le cadre du changement de mode de production et de consommation, d'un changement social, écologique et démocratique de la société, que se pose la question des services publics - non seulement de leur défense, mais aussi de leur extension et de leur



Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à [npaiteidf@yahoo.fr](mailto:npaiteidf@yahoo.fr) ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Suite au verso

(suite de la première page)

contrôle démocratique. Certains domaines doivent être considérés comme des biens publics communs et mondiaux : santé, éducation, eau, énergie, transports, télécommunications, poste, logement, enfance, quatrième âge... Ils doivent être des services publics gratuits dans l'unique objectif de satisfaire l'ensemble des besoins sociaux de toutes et de tous, de planifier et maîtriser leur usage et de préserver l'environnement, à égalité d'accès et de prestations.

Nous défendons un plan de développement d'emplois socialement et écologiquement utiles et l'appropriation publique et sociale de ces secteurs, non par l'Etat mais sous le contrôle démocratique des usagers et de leurs salariés, qui doivent pouvoir ainsi décider de leurs conditions de travail et définir les priorités d'orientation des investissements en fonction de l'urgence sociale et écologique.

Nous revendiquons l'appropriation publique et sociale sans rachat ni indemnité de tous les organismes bancaires et leur unification en un seul service public bancaire pour assurer leur financement.

Nous luttons pour une réduction massive du temps de travail en réponse au chômage et aux licenciements, et pour permettre la participation de toutes et tous aux prises de décisions.

Les récentes journées de mobilisation (21 janvier dans la fonction publique, journée interprofessionnelle du 23 mars) et diverses grèves dans l'éducation nationale, les crèches publiques, la justice, les musées, à la SNCF mais aussi contre les licenciements comme chez Total à Dunkerque, Philips à Dreux ou Ikea, entreprises largement bénéficiaires, montrent que des revendications communes s'expriment. Il y a urgence à aider, soutenir, développer de la façon la plus unitaire possible ces résistances et à les faire converger, à organiser une riposte généralisée, seule capable de faire reculer gouvernement et patronat. C'est dans ce sens que le NPA œuvrera.

**Solidarité avec**

**les travailleurs de Grèce !**

A peine renfloués à coup de subventions publiques, voilà les spéculateurs repartis à la manœuvre. Cette fois, c'est l'euro et la solidité de l'Europe monétaire qui sont visés, notamment en Grèce.

Mais loin de s'en prendre à eux, les dirigeants européens leur empruntent pour financer un plan "d'aide" qui, avec le soutien du FMI, entend imposer aux travailleurs de Grèce un plan d'austérité drastique, qui pourrait servir d'exemple pour les autres pays. Une fois de plus, les institutions européennes se mettent au service des détenteurs de capitaux contre la population, la commission européenne utilisant la crise grecque pour faire passer l'idée qu'en Europe il faut imposer une politique qui tape sur les droits sociaux des salariés, sur l'emploi, les salaires, l'âge de départ en retraite.

Le NPA soutient les travailleurs et syndicalistes grecs mobilisés contre la politique du gouvernement socialiste et de la commission européenne, qui veulent faire payer la crise, les déficits budgétaires, aux salariés. Le dernier plan de rigueur en date tape fort avec l'augmentation de la TVA, des baisses de salaires pour les fonctionnaires, le gel des retraites dans le public et le privé.

Le succès des journées de grève et de manifestations, depuis février, regroupant salariés, jeunes et retraités, ouvre la voie. Pour faire échec aux politiques libérales, le NPA entend participer à la construction d'un front de résistance coordonné en Europe.

## Qui sommes-nous ?

*Nous sommes des agents du ministère du travail. Nous avons décidé de nous organiser au sein du NPA, fondé en février 2009.*

*Nous pensons en effet que la politique n'est pas réservée à une minorité de spécialistes. C'est l'affaire de tous. La politique doit entrer sur notre lieu de travail, au plus près de nos préoccupations quotidiennes. Nous voulons y créer des espaces de discussion, de débat et de mobilisation. Nous cherchons à nous inscrire dans les luttes d'émancipation des travailleurs au sein du ministère comme au niveau national et international, et à utiliser nos connaissances du monde du travail pour aider à la construction des mobilisations.*

### **ANTICAPITALISTES ?**

*Cette société capitaliste est à bout de souffle.*

*Elle organise la concurrence entre les travailleurs, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète. Aujourd'hui, le patronat et les capitalistes veulent nous faire payer l'addition de la crise sociale, économique et écologique qu'ils ont provoquée. Ils licencient à tour de bras. Ils se gavent de profits et font stagner nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux, dégradent nos conditions de vie et sacrifient nos services publics et notre sécurité sociale.*

*Or, ce sont les travailleurs (nous !) qui font tourner l'économie de ce pays. Ils doivent pouvoir jouir directement du fruit de leur travail, socialiser leurs moyens de production, et répartir justement les richesses qu'ils produisent.*

### **POUR RESISTER,**

### **POUR REVOLUTIONNER LA SOCIETE**

*Nous voulons construire une gauche de combat, une gauche qui ne renonce pas, pour résister à la politique de Sarkozy et faire converger les luttes.*

*Mais pour imposer l'urgence sociale et écologique, il faudra une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre : nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, ce n'est que par nos mobilisations que nous parviendrons à mettre en échec les politiques capitalistes. Nous voulons rassembler toutes celles et ceux qui veulent rompre avec le capitalisme, pour ouvrir la voie à une société inédite, démocratique et écologiste, débarrassée de toutes les formes d'oppression... un socialisme du XXIe siècle !*

*Construisons ensemble le NPA !*